



Campusen : « 95,75% des bacheliers ont postulé », dit un responsable



Dans un entretien accordé à L'Observateur, Pr Ousmane Thiaré, directeur général de la Cyber-Infrastructure nationale pour l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation (CINÉRI) fait le point sur les orientations des nouveaux bacheliers après la fermeture de la plate-forme Campusen.

Il explique : « Nous avons ouvert la plateforme d'orientation des bacheliers Campusen le 07 août 2024. Après trois semaines d'ouverture (27 août 2024), les chiffres officiels relatifs à l'inscription des bacheliers sur la plateforme Campusen sont les suivants : le nombre de bacheliers total sur la plateforme est de 78246; le nombre de bacheliers n'ayant pas ouvert un compte est de 2537, soit 3,24%; le nombre de bacheliers ayant ouvert un compte est de 75709, soit 96,76% ; le nombre de bacheliers ayant activé leur compte est de 75432, soit 96.4 %; le nombre de bacheliers ayant créé leur dossier est de 75391, soit 96.35%; et le nombre de bacheliers ayant effectivement postulé est de 74917, soit 95-75 % . »

L'ancien recteur de l'université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB) d'ajouter : « L'indicateur le plus important pour nous est le nombre de bacheliers ayant effectivement postulé [Public] qui est de 95,75%. Nous n'avons jamais atteint ce chiffre jusque-là [93% les dernières années] encore que même les années passées, la plateforme était ouverte pour quatre semaines et une rallonge supplémentaire d'une (01) semaine. »

https://www.seneweb.com/news/Education/campusen-laquo-95-75-des-bacheliers-ont-_n_449606.html

Année scolaire 2024-2025 : Création des premiers lycées Nation-Armée



Le ministère de l'Éducation nationale et le ministère des Forces armées, sous l'autorité du Premier ministre, ont récemment annoncé la création des Lycées Nation-Armée pour la Qualité et l'Équité (LYNAQE), une initiative inédite destinée à révolutionner l'éducation au Sénégal. Ce projet ambitieux, fondé sur l'éducation aux valeurs, marque une étape cruciale dans la refonte du système éducatif sénégalais pour faire face aux défis contemporains.

Les LYNAQE visent à renforcer l'excellence académique et civique des jeunes Sénégalais en alliant les forces des deux ministères. Cette collaboration se veut une réponse aux défis pressants du civisme, de la discipline, de la rigueur, et du patriotisme, tout en promouvant le travail, le don de soi, et la cohésion nationale. Le projet ambitionne de rebâtir une école sénégalaise inclusive, orientée vers le numérique, l'intelligence artificielle, et le développement durable, tout en restant centrée sur l'humain.

Les Forces armées, avec leur expertise en matière de discipline, d'organisation, et de civisme, joueront un rôle clé dans cette nouvelle structure. De leur côté, les équipes du ministère de l'Éducation nationale garantiront un encadrement pédagogique de haute qualité, assurant ainsi l'excellence académique.

Ensemble, ces ministères œuvreront pour faire des LYNAQE de véritables moteurs de transformation citoyenne, de valorisation des compétences et d'accélération de la croissance au Sénégal. Les LYNAQE se distingueront par leur conception bioclimatique innovante, avec des bâtiments en briques de terre crue, des panneaux solaires pour une gestion énergétique efficace,

Atelier de partage portant sur l'étude de l'efficacité interne des universités publiques du Sénégal



Le Secrétaire exécutif de l'Autorité nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (ANAQ-SUP), le Pr Lamine GUEYE, a présidé, ce mercredi 31 juillet 2024, un atelier de partage portant sur l'étude de l'efficacité interne des universités publiques.

La rencontre a vu la participation des recteurs de l'Université du Sine Saloum Elhadj Ibrahima NIASS (USSEIN), Professeur Ndèye Coumba TOURE KANE, du Professeur Moussa LO, recteur de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK),

Du Pr Mamadou BADJI, recteur de Université Assane SECK de Ziguinchor (UASZ), du Professeur Magatte NDIAYE, recteur de l'Université Gaston Berger (UGB), du Pr Ibrahima FAYE, recteur de Université Alioune DIOP Bambey, du Vice -Recteur Pr Mohamed Bachir Niang représentant du recteur de l'UCAD et du Vice-recteur Pr Coumba Niang représentant l'UAM.

Pr Lamine GUEYE, a rappelé que cette étude est le fruit d'une demande formulée par le gouvernement sénégalais sur le parcours des étudiants dans les universités notamment de la licence.

Les résultats issus de cette étude seront intéressants et importants pour les décideurs ministériels, pour l'ANAQ-SUP et également pour les responsables des universités dans leur prise de décision relative notamment à l'amélioration de la qualité, de la réussite et de la diplomation des étudiants en premier cycle universitaire.

SENEGAL-EDUCATION / Diourbel : un projet de "daaras cases des tout-petits" en gestation



Diourbel, 5 sept (APS) – La directrice générale de l'Agence nationale de la petite enfance et de la case des tout-petits (ANPECTP), Khadidiatou Djamil Diallo, envisage la mise en place, dans la région de Diourbel, de "daaras cases des tout-petits", des structures où l'apprentissage du Coran aura une part importante afin de s'adapter aux besoins des parents.

"Avec une forte présence de la religion dans la région de Diourbel, les parents préfèrent envoyer leurs enfants dans les écoles coraniques [plutôt] que dans les structures de développement de la petite enfance", a-t-elle déclaré, au terme d'une visite dans les trois départements de cette région.

Elle a souligné que c'est pour cette raison que son envisage "envisage de soumettre à la tutelle le projet de création des +daaras cases des tout-petits+". Elle indique que "l'apprentissage du Coran aura une part importante" dans ces écoles.

Ce modèle d'apprentissage pourrait démarrer après sa validation par la tutelle à la rentrée scolaire 2025-2026, afin d'offrir des services de qualité aux tout-petits de la région. Selon elle, cette démarche vise surtout à offrir aux parents des services adaptés à leurs besoins dans le cadre de l'éducation de leurs enfants.

Elle s'est réjouie de l'augmentation du taux brut de préscolarisation dans la région de Diourbel. Celui-ci est en effet passé de 5 à 8% grâce au projet "Investir dans les premières années de la vie pour le développement humain au Sénégal" (PIPADHS).

Nouvelle augmentation du coût de la rentrée universitaire, selon la Fage



L'année sera difficile rapporte la Fage, principal syndicat étudiant qui pointe en particulier la hausse des loyers.

«Véritable signal d'alerte», le coût de la rentrée étudiante s'établit cette année à plus de 3150 euros après une nouvelle hausse, selon la Fage (Fédération des associations générales étudiantes) qui publie mercredi son indicateur annuel. «Pour nombre d'étudiants la rentrée universitaire se révèle être une étape presque insurmontable, conditionnée par les aides familiales ou le salariat contraint», insiste la Fage.

Publié chaque année, son indicateur évalue le coût de la rentrée pour un étudiant type de 20 ans en licence à l'université, non-boursier, n'habitant pas chez ses parents. Le calcul comprend ainsi l'ensemble des frais fixes liés à l'inscription universitaire et à l'emménagement dans un logement, et le montant d'un mois de dépenses courantes. Selon la Fage, ce coût s'élève pour cette rentrée 2024 à 3157 euros. Une hausse de 2,7% par rapport à l'année précédente, notamment portée par une augmentation des loyers (+2,5%), des compléments santé (+2,08%) et du prix du matériel pédagogique (+16,69%).

Pour certaines filières, le coût du matériel demandé par les universités peut atteindre des montants importants : les étudiants en odontologie (soins dentaires), doivent ainsi dépenser en moyenne 980 euros, précise l'Union nationale des étudiants en chirurgie dentaire, membre de la Fage.

A l'instar du syndicat étudiant Unef en août, la vice-présidente de la Fage en charge des affaires sociales, Sarah Biche, dénonce également le dégel des frais d'inscriptions universitaires, qui ont augmenté cette année de 3%. Les frais d'inscriptions à l'université (2024-2025)

<https://etudiant.lefigaro.fr/article/vie-etudiante/nouvelle-augmentation-du-cout-d-e-la-rentree-universitaire-selon-la-fage-20240904/>

FIGAROVOX/TRIBUNE - Aux États-Unis, l'université de Cornell vient d'affirmer le principe de neutralité dans sa communication,.



Aux États-Unis comme en France, des campus se sont enflammés après le pogrom du 7 octobre pour justifier les atrocités commises par les terroristes et ont été le théâtre de nombreux actes antisémites. Les universités concernées dans les deux pays présentent de nombreux points communs sur lesquels il faut s'attarder pour bien comprendre le phénomène.

D'abord il s'agit d'établissements très prestigieux : Penn (Université de Pennsylvanie), Harvard, Cornell University et le Massachusetts Institute of Technology (MIT) aux États-Unis appartiennent à l'Ivy League qui regroupe les plus grandes universités du Nord-Est des États-Unis. En France, les troubles les plus sérieux ont eu lieu dans les Instituts d'Études Politiques (IEP, Sciences Po), les Écoles Normales Supérieures (ENS) et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS). Il faut ajouter à cette liste qui ne prétend pas à l'exhaustivité, les fameuses Cambridge et Oxford anglaises.

Ensuite, les étudiants qui fréquentent ces établissements se réclament très majoritairement de la gauche. Par exemple, à Harvard, 77 % des élèves se disent de gauche contre 71% des étudiants de Sciences Po

Enfin, ces établissements sont les plus wokes. Ils se veulent «éveillés», c'est-à-dire en état d'hypervigilance constante et de surréaction à la moindre parole, le moindre acte qui pourrait être interprété, de près ou de très loin, comme une remise en cause d'une doxa selon laquelle les minorités (sexuelles et raciales) sont ontologiquement des victimes et l'homme blanc, le bourreau.

Rencontre du Ministre Natchaba avec les représentants de la communauté universitaire



Le vendredi 30 août 2024, le nouveau Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Monsieur Kanka-Malik Natchaba, a échangé avec les membres du Conseil de l'Université de Lomé, représentant l'ensemble des membres de la communauté universitaire.

Cette rencontre a offert au Ministre, l'opportunité de s'imprégner des différents défis en lien avec l'académie, la pédagogie, la recherche, et de partager la vision du gouvernement et ses approches en matière de la gouvernance universitaire.

Dans son propos introductif, le président de l'Université de Lomé, Professeur Adama Mawulé Kpodar a adressé ses félicitations au Ministre pour sa nomination à la tête de l'enseignement supérieur du Togo, par le Chef de l'Etat, Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé. Il s'est réjoui de l'initiative de la rencontre qui renforce les liens entre le ministère de tutelle et l'Université de Lomé. Les différentes interventions ont permis de faire l'état des lieux au Ministre et d'exprimer les attentes dans l'amélioration de la vie universitaire.

Au cours de son intervention, le Ministre Natchaba a mis en avant la vision du gouvernement d'un système éducatif dynamique et innovant, capable de répondre aux exigences du développement national et global. Il a souligné l'importance d'une communication ouverte et constructive entre le ministère et les établissements d'enseignement supérieur, chaleureux et réaffirmé la volonté du gouvernement de soutenir le développement de l'Université de Lomé.

Cameroun-Enseignement supérieur : neuf instituts privés suspendus



Au Cameroun, à quelques semaines de la rentrée académique neuf instituts privés ont été sanctionnés au terme des assises de la 30e session de la commission nationale de l'enseignement supérieur privé.

Plusieurs manquements sont reprochés à ces instituts. Il s'agit de faux relevés de notes et faux diplômes. Selon le Cameroun tribune, on dénombre les instituts ci-après : Higher Institute for Professionalism and Excellence (Hipex).

Cet institut écope d'une suspension des responsables pour une durée de deux ans sans préjudice de poursuites judiciaires.

Dans ce même registre, l'international University of Bamenda est épinglé. Il écope d'une fermeture pour une période de trois ans.

Autre grief, ouverture de cycles sans autorisation. Kesmonds Institue de Ngaoundere doit fermer le cycle Doctorat. L'Institut universitaire la Vision est épinglé pour le même motif. L'Institut universitaire de développement international (IUDI) est dans le même registre. Pour le fonctionnement sans autorisation, on dénombre Poetel Higher Institue, l'institut supérieur des sciences de technologies et d'agriculture va fermer « son campus clandestin de Douala ».

L'Institut de l'émergence, de la santé et des sciences biomédicales de Ngaoundéré, l'Institut supérieur professionnel de sciences et de technologies est aussi sanctionné.